

LES FINANCES

LA QUESTION DES RÈGLEMENTS AMÉRICAINS CONTRE LE DUMPING

[Traduction]

L'hon. D. S. Harkness (Calgary-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Le gouvernement songe-t-il à faire des instances au gouvernement des États-Unis qui vient d'annoncer le resserrement de ses règlements contre le dumping, ce qui pourrait avoir de graves répercussions sur certaines entreprises canadiennes?

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, mon ministère examine présentement la question. On étudie ces règlements.

* * *

LES TRANSPORTS

CAP TORMENTIN-BORDEN—LA QUESTION DU TRANSFERT DU JOHN HAMILTON GRAY

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre des Transports une question semblable à celle que je lui ai posée le 23 mars. Pouvons-nous maintenant être assurés que le transbordeur *John Hamilton Gray* sera affecté au service entre l'Île-du-Prince-Édouard et le Nouveau-Brunswick chaque automne, hiver et printemps?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je répondrai au député comme le 23 mars pour l'assurer que le *John Hamilton Gray* assurera le service les mois d'automne et d'hiver.

* * *

LES PORTS

CÔTE DU PACIFIQUE—LE DÉSORDRE DANS L'ADMINISTRATION DES PETITS PORTS

M. Thomas S. Barnett (Comox-Alberni): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre des Transports une question semblable à la première que je lui ai posée lorsqu'il a assumé ses fonctions actuelles. Peut-il dire à la Chambre quand on mettra de l'ordre dans l'administration des petits ports de la côte du Pacifique dans le sens que propose le rapport de M. Tom How?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'espère qu'on pourra bientôt prendre une initiative, car des difficultés ont surgi en ce qui concerne le transfert d'autorité. Comme vous le savez, des pourparlers ont eu lieu sur toute la question de l'administration des ports. Bien que par le passé j'aie, malheureusement, été obligé de remettre l'annonce de temps à autre, cette fois-ci, j'espère que je pourrai la faire d'ici un mois.

LA POLLUTION

LA NAPPE DE MAZOUT À ANACORTES, WASHINGTON—LA PROTECTION DES PLAGES CANADIENNES

M. D. W. Groos (Victoria): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Pêches et des Forêts. Maintenant qu'il est établi que la nappe de pétrole déversée à Anacortes, Washington, est 40 fois plus considérable qu'on le disait hier, quelles mesures le gouvernement a-t-il prises pour parer à l'éventualité de plus en plus probable que cette nappe passe la frontière internationale et vienne déferler sur les plages canadiennes?

L'hon. Jack Davis (ministre des Pêches et Forêts): Monsieur l'Orateur, notre équipe d'experts sur la côte ouest a été alertée, mais le pétrole en question est toujours dans les eaux territoriales des États-Unis, à une distance considérable du territoire canadien.

* * *

LES FINANCES

L'EMMAGASINAGE DE DONNÉES SUR L'ÉCONOMIE CANADIENNE DANS DES ORDINATEURS AUX ÉTATS-UNIS

M. S. Perry Ryan (Spadina): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Son ministère a-t-il entrepris d'entreposer les données informatiques sur l'économie canadienne dans des ordinateurs des États-Unis? Si oui, va-t-il faire une déclaration à la Chambre à ce sujet?

M. l'Orateur: A l'ordre. Je doute que la première question soit recevable à ce moment-ci. Mais le ministre peut toujours dire s'il est disposé à faire une déclaration à l'appel des motions, comme le propose le député.

L'hon. E. J. Benson (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je vais examiner la chose, mais tel n'est pas le cas à ma connaissance.

* * *

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LES NÉGOCIATIONS À L'ADMINISTRATION DE LA VOIE MARITIME DU SAINT-LAURENT—LES DISPOSITIONS EN CAS DE GRÈVE

M. Jack Murta (Lisgar): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre du Travail. Les pourparlers se poursuivent-ils toujours entre la Fraternité canadienne des cheminots et employés des transports et autres ouvriers et l'Administration de la voie maritime du Saint-Laurent et, en deuxième lieu, le ministre du Travail a-t-il conseillé à la Commission canadienne du blé de prendre des dispositions au cas où une grève serait déclenchée à la mi-juin?

L'hon. Bryce Mackasey (ministre du Travail): A la dernière question je réponds non, monsieur l'Orateur. Pour ce qui est de la reprise des négociations, je réponds oui. Tandis que nous nous occupons d'établir un bureau de conciliation, comme on l'a demandé, les deux parties ont consenti à reprendre les négociations et avaient négocié sans interruption jusqu'à hier.